



REPUBLIC OF ESTONIA
MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS



CHAIRMANSHIP OF ESTONIA
Council of Europe
May-November 2016
PRÉSIDENTE DE L'ESTONIE
Conseil de l'Europe



**Conférence organisée par le Conseil de l'Europe en partenariat avec le
en partenariat avec le ministère estonien des Affaires sociales**

**« Mission accomplie ? Evaluer les progrès, inspirer l'action – la stratégie
du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes
2014-2017 »**

**Tallinn, Estonia
30 June – 1 July 2016**

Biographies des intervenants

Séance d'ouverture



Taavi Rõivas est Premier ministre de la République d'Estonie depuis le 26 mars 2014. Son second gouvernement est entré en fonctions le 9 avril 2015. Il est membre du Parti de la réforme d'Estonie. De 2012 à 2014, M. Rõivas a été ministre des Affaires sociales de la République d'Estonie. De 2011 à 2012, il a été membre du 12^e Riigikogu, président de la commission des affaires de l'Union européenne et membre de la commission des finances. Entre 2007 et 2011, M. Rõivas a fait partie du 11^e Riigikogu, où il a été membre de la commission des affaires sociales pendant deux ans avant de devenir président de la commission des finances. De 2005 à 2007, il a travaillé en qualité de conseiller auprès du Premier ministre de la République d'Estonie après avoir, en 2004-2005, été maire de l'arrondissement de Haabersti. Il a auparavant exercé les fonctions de conseiller et directeur de cabinet du ministre de la Population de la République d'Estonie, responsable des comptes clients pour de grandes sociétés du groupe AS IT Grupp et conseiller auprès du ministre de la Justice. Né le 26 septembre 1979 à Tallinn, M. Rõivas est bachelier de l'école de sciences de Tallinn et diplômé de la faculté de sciences économiques et d'administration des affaires de l'université de Tartu en économie internationale et en mercatique.



Snežana Samardžić-Marković est, depuis 2012, Directrice générale de la démocratie au Conseil de l'Europe, et à ce titre, responsable de l'ensemble des activités que déploie l'Organisation pour renforcer la démocratie en termes d'innovation, de gouvernance, de participation et de diversité. Ses responsabilités englobent les domaines suivants : éducation et jeunesse, démocratie locale, politiques culturelles, assistance électorale, protection de la dignité humaine, égalité entre les femmes et les hommes, droits de l'enfant, droits des minorités, défenses sociétales contre la discrimination, citoyenneté démocratique, cohésion sociale, dialogue interculturel et réponses démocratiques aux situations de crise. Snežana a occupé auparavant divers postes au sein du Gouvernement serbe; elle a notamment été directrice adjointe chargée des pays voisins au sein du ministère des Affaires étrangères, ministre adjointe de la Défense (2005-2007) et coprésidente du groupe de réforme de la défense Serbie-Otan, membre du Conseil de fondation de l'AMA, ministre de la Jeunesse et des Sports (2007-2012) et Présidente du Fonds pour les jeunes talents.



Lakshmi Puri (Inde) est Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes, responsable du Bureau d'appui intergouvernemental, Coordination du système et des partenariats stratégiques, et a été cheffe ad interim d'ONU Femmes de mars à août 2013. Elle a dirigé l'engagement d'ONU Femmes dans les principaux processus intergouvernementaux, tels que la Commission de la condition de la femme, y compris les résultats marquants lors des 57e et 58e sessions, ainsi que la 59e session historique sur l'anniversaire des 20 ans de la déclaration et du

programme d'action de Beijing, qui a abouti à une déclaration politique par laquelle les États membres se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour assurer les actions complètes, efficaces et accélérées pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Mme Puri a été à l'avant-garde du travail intergouvernemental d'ONU Femmes sur le développement durable, les changements climatiques, le financement du développement, de la santé, société de l'information, de la jeunesse, les migrations, les femmes, la paix et la sécurité, l'agenda urbain et l'action humanitaire. Elle était auparavant Directeur du Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et un directeur à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Avant de rejoindre l'ONU, Mme Puri a eu une brillante carrière de 28 ans au Ministère indien des Affaires étrangères.



Salla Saastamoinen est directrice chargée de l'égalité à la Direction générale de la justice et des consommateurs de la Commission européenne depuis 2014. Son service élabore, met en œuvre et coordonne la politique de l'UE pour lutter contre les discriminations fondées sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle et agir en faveur de l'égalité. Il encourage la sensibilisation à l'égalité de genre et à la non-discrimination et coordonne l'élaboration des politiques concernant les Roms. Avant cela, Mme Saastamoinen dirigeait le Service des droits fondamentaux et des droits de l'enfant (2013-2014) et de la politique de justice civile (2007-2013)

au sein de la même direction générale. Elle est juriste diplômée de l'université d'Helsinki (Finlande). Mme Saastamoinen a fait partie du conseil d'administration de l'Agence des droits fondamentaux de 2013 à 2014 ; elle est membre du conseil d'administration de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes depuis 2014.

Table ronde n° 1



Liri Kopaçi-Di Michele est Cheffe de la Division de l'égalité au sein du Conseil de l'Europe chargée de la promotion et la mise en oeuvre des normes et des activités du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'égalité de genre, des droits des personnes handicapées de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Depuis ses débuts au Conseil de l'Europe en 1997, elle a occupé de nombreux postes, y inclus le Cabinet du Secrétaire Général et de la Secrétaire Générale adjointe, l'Assemblée parlementaire, et le Cabinet du Président de l'Assemblée parlementaire ainsi que le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux. Mme Kopaçi-Di Michele a obtenu un Master en gestion de l'Université de Surrey au Royaume-Uni, et une licence en anglais de l'Université de Tirana en Albanie.



Pamela Morinière a rejoint les Fédérations européenne/internationale des journalistes en 2002. Elle est chargée de mener des campagnes sur les droits des auteurs, l'égalité de genre, l'éthique, la liberté de la presse et les droits des travailleurs. Elle est l'auteure de plusieurs publications sur le genre et les médias, dont le récent « *Toolkit* » sur la mise en application de la Recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe CM/Rec (2013) 1 sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les médias.



Hilary Margolis est chercheuse à la division Droits des femmes de Human Rights Watch. Ses travaux portent essentiellement sur la violence à l'égard des femmes en Europe, en Asie centrale et en Afrique centrale. Elle a organisé des campagnes d'information et de sensibilisation pour dénoncer la violence domestique et sexuelle en situation de conflit et hors conflit. Dans le cadre de son travail à Human Rights Watch, elle a mené des enquêtes sur l'incapacité des pouvoirs publics kyrgyzes à lutter contre la violence domestique, sur les conséquences du conflit syrien pour les femmes et les jeunes filles (notamment l'exploitation et le harcèlement dans les camps de réfugiés et les violences dans les lieux de détention) et sur les risques encourus par les militantes et les femmes chefs de famille. Elle a été l'invitée de BBC Woman's Hour ; ses travaux sur la violence à l'égard des femmes ont été publiés par EU Observer, Global Post et MSNBC.

Hillary Margolis est titulaire d'une licence de l'université de Yale et d'un master de la London School of Economics.



Sylwia Spurek est docteure en droit, conseillère juridique et rédactrice législative, cofondatrice de la Foundation Governance Clinic. Elle œuvre pour la protection des droits de l'homme depuis 1999. Elle est membre du programme de bourse de droit et de l'International Women's Human Rights Clinic (université de la ville de New York, 2000). De 2002 à 2005, elle a été juriste au Secrétariat du plénipotentiaire gouvernemental pour l'égalité de statut des hommes et des femmes. Elle a participé à l'élaboration de la première loi pour la prévention

de la violence domestique. Jusqu'en 2014, elle était conseillère au cabinet du Premier ministre (département juridique), puis cheffe adjointe du Bureau du plénipotentiaire gouvernemental pour l'égalité de traitement. De 2008 à 2015, elle a exercé comme membre du Service des questions relatives à la Cour européenne des droits de l'homme au ministère des Affaires étrangères et entre 2010 et 2012 comme représentante du Bureau du premier ministre au Comité pour la protection des droits. Mme Spurek est maîtresse de conférences en études sur le genre à l'université de Varsovie et en études postuniversitaires sur l'intégration de la perspective de genre à l'Académie polonaise des sciences. Elle est l'auteure de plusieurs publications sur la violence domestique, l'égalité de traitement et les questions de discrimination. Elle est actuellement commissaire adjointe aux droits de l'homme de la République de Pologne chargée des questions d'égalité de traitement.



Elena Centemero (Italie, PPE/CD), membre du Parlement italien depuis 2008, est née à Milan en 1968 et a étudié à l'université catholique du Sacré-Cœur de Milan et au Hunter College de l'université de la ville de New York. Elle a enseigné les études classiques et les langues en lycée de 1993 à 2012 avant de devenir principale. Depuis 2005, elle est bénévole à Notre-Dame de Lourdes (France) et membre de l'Hospitalité Notre-Dame-de-Lourdes. Mme Centemero est membre de la commission des affaires

constitutionnelles et de la commission sur la culture au Parlement italien (elle y préside également son groupe politique, Forza Italia). Elle est responsable des politiques scolaires et éducatives pour son parti. En 2013, Mme Centemero a été nommée membre de la délégation italienne auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. En janvier 2016, elle est élue présidente de la commission sur l'égalité et la non-discrimination.

Tallinn, 30 juin – 1^{er} juillet 2016
Biographies des intervenants

Table ronde n° 2



Léa Clermont-Dion est doctorante en sciences politiques à l'université de Laval (Québec) et souhaite consacrer sa thèse à la cyberviolence à l'égard des femmes, sujet pour lequel elle a obtenu la prestigieuse bourse d'études supérieures du Canada Vanier. Elle a publié deux essais, *Lettres à un souverainiste* (2014) et *La revanche des moches* (2014), cette dernière analysant l'importance de la diversité des corps, une question qui l'a amenée à être co-instigatrice de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée promulguée par le gouvernement du Québec en 2009. Elle a participé à des missions d'organisations féminines et d'Oxfam Québec, été membre du Conseil du statut de la femme, a travaillé pour le Secrétariat des femmes du Québec et mène depuis dix ans une œuvre de sensibilisation via des cours et conférences. Elle prépare actuellement un livre, *Les Superbes*, et un documentaire, *Misogynie 2.0*, dont la sortie est prévue en 2017.



Charlotte Proudman est avocate en droit de la famille et droit des droits de l'homme pour The Chambers of Michael Mansfield QC. C'est une fervente défenseuse des droits des femmes, une experte des mutilations génitales féminines, du mariage forcé et des violences au nom de l'honneur ainsi qu'une commentatrice auprès des médias sur les questions de progrès social. Chercheuse doctorante à l'université de Cambridge, Mme Proudman étudie les mutilations génitales féminines en Angleterre et au pays de Galles ; elle a été chercheuse invitée à la faculté de droit de Harvard. En tant qu'avocate et féministe, Mme Proudman se bat avec ardeur pour dénoncer la domination masculine dans le droit et le corps juridique en se fondant sur des exemples de partialité au détriment des femmes dans le droit, comme la législation sur l'avortement, la prostitution et la pornographie. Consciente que le pouvoir judiciaire favorise de manière disproportionnée un genre, une classe et une origine ethnique au détriment de notre démocratie, Mme Proudman mène une campagne en faveur de l'application de quotas dans le corps judiciaire. Elle a publié ou est intervenue dans différents médias, notamment *Woman's Hour* sur BBC 4, BBC 2, BBC 5, BBC London, la radio LBC, Sky News, Channel 4 News, Newsnight, le *London Evening Standard*, *The Guardian*, *The Independent*, le *New Statesman*, *The Times* et *The Huffington Post*.



Emma Holten est féministe et militante pour les droits de l'homme. Elle est la cofondatrice et rédactrice en chef du magazine de critique féministe *Friktion* et étudiante à l'université de Copenhague. Elle s'exprime, au Danemark et dans le monde, au sujet du féminisme, du militantisme numérique et de la vie privée sur internet comme élément indispensable à une démocratie égalitaire. Introduire la notion de justice sociale dans la sphère technologique est urgent et vital pour la création d'un mouvement dynamique et puissant en faveur de l'égalité des genres, des races et des classes.



Kurt Ole Linn est conseiller supérieur sur l'égalité de genre au ministère norvégien de l'Enfance et de l'Égalité. Ce ministère a pour principale responsabilité les services de protection de l'enfance, les affaires familiales, le développement de l'enfant, l'égalité, la lutte contre les discriminations et la défense des consommateurs. M. Linn a achevé sa thèse de maîtrise en histoire à l'université d'Oslo en 1995, ses principaux thèmes d'étude étant l'histoire politique après la seconde guerre

mondiale et les changements économiques et sociaux de 1800 à 1900. Outre son travail au Service diplomatique norvégien en Turquie et au Robert F. Kennedy Center for Human Rights à Washington DC, il est enseignant et écrivain. Dans le domaine de l'égalité de genre, M. Linn a été chef de projet pour le centenaire du droit de vote des femmes en Norvège. Il est chargé de l'égalité de genre au niveau national et de la représentation norvégienne auprès du Conseil nordique des ministres et de la Commission de la condition de la femme de l'ONU. Il est chef de projet pour la future présidence norvégienne de 2017 au Conseil nordique des ministres.



Katrin Nyman-Metcalf dirige la chaire de droit et de technologie de l'université de Tallinn et est directrice de recherche à l'Académie estonienne de gouvernance électronique. Elle travaille également comme consultante internationale principalement dans le domaine du droit des communications, ce qui inclut la réglementation sur les TIC, la protection de la vie privée et des données, le droit des médias, la gouvernance électronique et diverses questions relatives à internet. Sa

Tallinn, 30 juin – 1^{er} juillet 2016
Biographies des intervenants

thèse de doctorat (université d'Uppsala, Suède, 1999) concerne le droit de l'espace ; elle représente l'Estonie au Comité des relations internationales de l'Agence spatiale européenne.



Nataša Briški est directrice générale du réseau slovène de médias numériques Meta's list. Journaliste de métier, elle possède de solides références médiatiques et plus de 20 ans d'expérience professionnelle auprès de différents médias, principalement télévisuels. Elle coanime également un podcast sur Meta's tea. Occasionnellement conseillère en stratégie de communication, passionnée de réseaux sociaux, toujours connectée, Mme Briški est aussi membre du Conseil d'experts en égalité de genre créé par le ministère slovène du Travail, de la Famille, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances. Elle

œuvre pour défendre et promouvoir la citoyenneté active, l'égalité de genre et la science. Elle s'implique dans les projets de différentes ONG en Slovénie et dans l'UE, donne des conférences dans plusieurs instituts, universités et facultés slovènes et enseigne les stratégies de communication et l'utilisation des nouveaux médias et réseaux sociaux. Avant tout cela, Mme Briški a animé un programme sportif populaire et été correspondante pour les affaires étrangères basée à Washington DC pour des chaînes d'informations slovènes et BBC World Report.



Daria Manshina, 25 ans, est féministe et milite pour la défense des droits de l'homme. Elle est titulaire d'une licence d'allemand et a étudié la littérature transnationale à Brême (Allemagne). Elle vit en Russie, à Saint-Pétersbourg. Depuis deux ans et demi, elle administre un site internet dédié aux victimes de violence fondée sur le genre, dans la lignée du projet « Sexisme ordinaire ».

Table ronde n° 3



Elisabeth Prügl est professeure de relations internationales à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève dont elle dirige le centre d'études sur le genre. Au cours de sa carrière universitaire aux Etats-Unis et en Suisse, ses recherches et son enseignement ont principalement porté sur les enjeux politiques du genre dans la gouvernance internationale. Elle a publié de très nombreux ouvrages traitant de questions telles que la réglementation du travail à

domicile, le genre et l'agriculture dans l'Union européenne, et la néolibéralisation du féminisme. Elle mène actuellement différents projets de recherche, notamment le projet DEMETER sur la commercialisation des terres, la transformation des rapports de genre dans les systèmes agraires et le droit à la nourriture, un projet sur les dimensions de genre dans les conflits violents et un troisième sur les experts et l'expertise en genre. Elle est membre du Réseau pour des solutions de développement durable de l'ONU (UNSDSN) et du Global Agenda Council on Civic Participation du Forum économique mondial.



Carolina Lasén Diaz travaille au Conseil de l'Europe depuis 2005 et occupe aujourd'hui le poste de cheffe de l'Unité pour l'égalité de genre. Elle travaillait auparavant au secrétariat du mécanisme de suivi du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA). De 1997 à 2004, avant d'intégrer le Conseil, Mme Lasén Diaz vivait au Royaume-Uni, où elle dispensait des conseils juridiques en droit international et européen. Elle possède une licence de droit de l'université Complutense de Madrid et un master en droit européen.



Laksmhi Puri (Inde) est Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes, responsable du Bureau d'appui intergouvernemental, Coordination du système et des partenariats stratégiques, et a été cheffe ad interim d'ONU Femmes de mars à août 2013. Elle a dirigé l'engagement d'ONU Femmes dans les principaux processus intergouvernementaux, tels que la Commission de la condition de la femme, y compris les résultats marquants lors des 57e et 58e sessions, ainsi

que la 59e session historique sur l'anniversaire des 20 ans de la déclaration et du programme d'action de Beijing, qui a abouti à une déclaration politique par

Tallinn, 30 juin – 1^{er} juillet 2016

Biographies des intervenants

laquelle les États membres se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour assurer les actions complètes, efficaces et accélérées pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Mme Puri a été à l'avant-garde du travail intergouvernemental d'ONU Femmes sur le développement durable, les changements climatiques, le financement du développement, de la santé, société de l'information, de la jeunesse, les migrations, les femmes, la paix et la sécurité, l'agenda urbain et l'action humanitaire. Elle était auparavant Directeur du Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et un directeur à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Avant de rejoindre l'ONU, Mme Puri a eu une brillante carrière de 28 ans au Ministère indien des Affaires étrangères.



Barbara Limanowska est conseillère principale en intégration de la dimension de genre à l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle travaillait auparavant comme coordinatrice régionale pour l'égalité de genre au bureau de Bratislava du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), après avoir été conseillère spéciale sur la traite des êtres humains au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.



Maaike van Adrichem est conseillère en questions de genre à la section pour l'égalité de genre du cabinet du secrétaire général de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Avant de rejoindre l'OSCE, Mme Van Adrichem a travaillé pour le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) au Moyen-Orient. En qualité de spécialiste du genre et des droits au Bureau régional de l'Unicef Moyen-Orient et Afrique du Nord situé à Amman (Jordanie), elle a appuyé la mise en œuvre du plan d'action en faveur de l'égalité de genre et de l'intégration de la perspective de genre dans les bureaux de pays. En 2014 et 2015, elle a été responsable de la conception et de la mise en œuvre du programme de prévention et de réponse aux violences sexistes (Gender-Based Violence, GBV) dans le cadre de la Réponse à la crise des réfugiés en Syrie et du programme ordinaire de développement au sein de l'équipe de la protection de l'enfance du bureau de pays de l'Unicef en Jordanie. Mme Van Adrichem a débuté sa carrière en travaillant pour des ONG aux Pays-Bas, dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratisation et des questions de genre ; elle a également

acquis de l'expérience auprès de la Croix-Rouge néerlandaise en participant à la réponse humanitaire au bureau Moyen-Orient et Afrique du Nord. Mme Van Adrichem a étudié les relations internationales à l'université de Groningue aux Pays-Bas, obtenu son master en 2008, puis un master supérieur en développement international au CIDIN (Center for International Development Issues, Nimègue).



Filip Kochan est responsable des communications à la Banque mondiale chargé de la Pologne et des pays baltes. Avant de rejoindre la Banque mondiale en novembre 2015, il a travaillé comme consultant dans la plus ancienne société de conseil en communication de la Pologne, NBS Communications. Avant cela, pendant la période 2008-2012, il a été correspondant pour Reuters à Varsovie couvrant la politique monétaire, la politique budgétaire et les marchés financiers. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et en sociologie de l'Université de Varsovie. Il a également terminé des études supérieures dans les domaines des marchés financiers et de la zone euro.

Table ronde n° 4



Alba Alonso est chercheuse postdoctorale au département de sciences politiques à l'université de Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne). Elle a participé au projet de recherche QUING (Quality in Gender + Equality Policies) financé par le 6^e programme-cadre de l'UE, ainsi qu'à diverses études dirigées par l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle a été chercheuse invitée de l'université d'Edimbourg, la Vrije Universiteit Brussel et l'université de l'Etat de Washington. Mme Alonso fait actuellement partie du groupe central du projet Gender Equality Policy in Practice dont elle codirige le réseau sur les politiques de protection sociale. Ses sujets de recherche principaux portent sur la mise en œuvre de politiques d'égalité de genre, et particulièrement sur l'intégration de la perspective de genre, les mouvements de femmes et la promotion de l'égalité dans les sciences. Elle est l'auteure d'*El mainstreaming de género en España* et coéditrice de *Ciencia Política con Perspectiva de Género*. Ses travaux sont parus dans des journaux internationaux tels que *Social Politics*, le *European Journal of Women's Studies* et *European Political Science*, ainsi que dans des ouvrages collectifs, dont *Institutionalizing Intersectionality : The Changing Nature of European Equality Regimes*.



Lillemor Dahlgren est cheffe des opérations en matière d'égalité de genre au Secrétariat suédois pour la recherche sur le genre à l'université de Göteborg ; elle est responsable du programme GMGA (gender mainstreaming in government agencies) et du portail en ligne *includegender.org*. Le programme soutient 60 organismes publics et les bureaux gouvernementaux dans leur action d'intégration de la perspective de genre. Elle a auparavant travaillé comme experte en égalité de genre au sein de différents organismes ou corps publics telles que la police suédoise et le conseil d'administration des comtés, avec pour enjeu principal l'intégration de la perspective de genre mais également la violence des hommes à l'égard des femmes, les droits de l'homme, la discrimination et l'égalité de genre en général. Elle a essentiellement étudié les questions de genre, mais aussi travaillé au département de sociologie comme assistante de recherche sur un projet nordique : politique sociale et emploi dans le contexte de l'évolution de la famille (Welfare Policy and Employment in the Context of Family Change).



Liisa-Ly Pakosta est commissaire à l'égalité de genre et à l'égalité de traitement en Estonie ; elle veille au respect de la loi sur l'égalité de genre et de celle sur l'égalité de traitement dans le public comme le privé. De 2009 à 2015, Mme Pakosta était membre du Parlement estonien et a fait partie de la commission des affaires de l'Union européenne, de la commission des affaires sociales et de la commission des affaires culturelles. Elle a également été présidente de la délégation estonienne auprès de l'Assemblée

parlementaire du Conseil de l'Europe. De 2002 à 2008, Mme Patoska a été membre du conseil d'administration, auteure et productrice auprès de l'Autorité nationale de radiotélédiffusion estonienne. Elle possède un master en pédagogie, en anthropologie et en histoire de l'université de Tartu. En plus de l'estonien, elle parle anglais, suédois et russe. Mme Pakosta a écrit et co-écrit plusieurs articles, livres, livrets et séries télévisées. Elle a cinq enfants.



Blerina Xhani est consultante nationale d'ONU Femmes pour l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire dans le cadre du programme budgétaire à moyen terme auprès du ministère albanais des Finances. En 2006, elle a obtenu son diplôme en gestion d'entreprise de l'université de Rome « La Sapienza » (Italie). Au cours des neuf années suivantes, elle a occupé différents postes à responsabilité au sein du ministère albanais des Finances : conseillère en ressources humaines, analyste financière et budgétaire et administratrice des finances. Elle suit actuellement un programme doctoral à la faculté d'économie de

l'université de Tirana, avec pour thème d'étude principal l'égalité de genre dans les jeunes entreprises en Albanie.



Romain Sabathier : Très tôt engagé dans la vie citoyenne, Romain SABATHIER exerce d'abord des responsabilités associatives, syndicales, et politiques. A l'issue de ses études en France et en Norvège, il est titulaire d'un double master en sciences politiques et en études de genre. De 2009 à 2013 il collabore à l'Assemblée nationale auprès de plusieurs parlementaires, notamment sur les questions d'égalité femmes-hommes et d'égalité territoriale. Romain Sabathier est aujourd'hui Secrétaire général du Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes (HCE), et ce depuis sa création par décret du Président de la

Tallinn, 30 juin – 1^{er} juillet 2016

Biographies des intervenants

République en 2013. Cette institution nationale consultative indépendante a quatre missions principales dans le domaine de l'égalité femmes-hommes : assurer la concertation, évaluer les politiques publiques, proposer des recommandations, informer par la diffusion d'expertise et l'animation du débat public. De 2013 à 2015, suite à 9 saisines ministérielles et de nombreuses auto-saisines, le HCE a produit 7 rapports et 10 avis. Cela a contribué à maintenir à un haut niveau de priorité l'égalité femmes-hommes dans le débat public, à enrichir voire impulser plusieurs plans gouvernementaux et lois, et à progresser dans l'évaluation des politiques d'égalité et des politiques au prisme de l'égalité.



Unnur Ágústsdóttir travaille comme conseillère spéciale au Département de l'analyse et du budget du ministère islandais des Affaires sociales. Elle représente le ministère au Comité directeur pour une budgétisation sensible au genre et est chargée du plan de mise en œuvre d'une budgétisation sensible au genre au ministère des Affaires sociales. Elle détient un master en gestion des entreprises (spécialité : l'indemnisation maladie en Islande) et un diplôme supérieur en administration publique ; elle étudie actuellement en vue d'obtenir un diplôme supérieur en études sur le genre.

Avant d'entrer dans la fonction publique, Mme Ágústsdóttir a acquis une solide expérience en gestion budgétaire et financière auprès de maisons d'édition et d'organisations à but non lucratif. Ses centres d'intérêt sont les politiques sociales, la théorie sociale, la littérature et les études sur le genre.

Table ronde n° 5



Margus Tsahkna est ministre des Affaires sociales de la République d'Estonie depuis le 9 avril 2015. Depuis le 6 juillet 2015, il est président de l'Union Pro Patria et Res Publica (IRL). Entre 2007 et 2015, M. Tsahkna a été membre des 11^e et 12^e Riigikogu, membre de la commission des affaires monétaires et sociales. Entre 2011 et 2014, il a été président de la commission des affaires sociales du Riigikogu et vice-président du conseil d'administration du Fonds estonien d'assurance maladie. De 2007 à 2011, M. Tashkna a été membre du conseil d'administration du Centre estonien pour l'investissement environnemental et de 2003 à 2007 membre du conseil municipal de Tartu. M. Tsahkna a rejoint l'IRL en 2000 ; il a été président de Noor-Isamaa, secrétaire politique, secrétaire général et vice-président. Né à Tartu le 13 avril 1977, M. Tsahkna est bachelier de l'école secondaire de Tartu n° 7. Il a ensuite étudié la théologie et le droit de l'université de Tartu, puis le droit international à l'université de Toronto.



Antigoni Pericleous Papadopoulou est membre du parti démocrate (DIKO) de Chypre et présidente de son organisation des femmes (GODIK) depuis 1994. Elle a été eurodéputée (S&D) de 2009 à 2014 et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de 2001 à 2009. Elle possède un diplôme supérieur en sciences sociales (égalité de genre) de l'université de l'Égée à Rhodes (Grèce). Dans le cadre de sa carrière politique, Mme Percileous Papadopoulou a été la première femme élue maire de Morphou (1996-2001). Avant cela, elle a été membre de la chambre des représentants et du conseil municipal de Strovolos. Depuis 1994, elle est membre du Mécanisme national pour les droits des femmes et coordinatrice de la commission des affaires européennes. Elle est également membre du comité central et du bureau exécutif du Parti démocrate DIKO depuis 1978 ; depuis 2011 elle est présidente de l'ONG Pamos Zois. Mme Pericleous Papadopoulou a été distinguée à de nombreuses reprises : elle a notamment reçu des bourses du programme Fullbright, de l'université de Lancaster et du British Council et obtenu ses diplômes supérieurs avec mention ; son travail de députée au Parlement européen lui a valu les honneurs. Elle est l'une des deux premières femmes chypriotes à être devenues eurodéputées (2009) et a été la première présidente de la commission des affaires économiques et du budget de la chambre des représentants de Chypre (2006-2009).



Jiří Dienstbier, ministre tchèque des Droits de l'homme, de l'Égalité des chances et la Législation, est membre de longue date du Parti social-démocrate tchèque (ČSSD) ; il a été président des Jeunes sociaux-démocrates pendant deux ans. De 1990 à 1992, il a fait partie de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque ; de 1994 à 1998 il a été membre du conseil du district de Prague 2, et l'est de nouveau depuis 2006. En juillet 2010, M. Dienstbier est devenu ministre de la Justice pour le cabinet fantôme du ČSSD. En 2010, il a conduit la liste du ČSSD lors des élections à l'assemblée municipale de Prague et de mars 2011 à mars 2013, il a occupé le poste de vice-président du ČSSD. En mars 2011, il a été élu sénateur du district de Kladno. Avant d'être nommé ministre en janvier 2014, M. Dienstbier était vice-président du Club des sénateurs du ČSSD et membre de la commission juridique et constitutionnelle et de la commission d'organisation du Sénat tchèque. Il a également été membre de la commission permanente du Sénat sur la Constitution tchèque et les procédures parlementaires. En 2013 il a été candidat à la présidence de la République tchèque. En janvier 2014, M. Dienstbier a été nommé ministre des Droits de l'homme, de l'Égalité des chances et de la Législation ainsi que président du Conseil législatif du gouvernement du Premier ministre Bohuslav Sobotka. En 2014, il a été réélu sénateur du district de Kladno.



Kira Appel est conseillère principale et directrice adjointe au Département de l'égalité de genre au ministère danois de l'Enfance, de l'Éducation et de l'Égalité des chances et a travaillé sur les questions d'égalité de genre dans huit ministères différents au cours des seize dernières années. Ses domaines de compétence sont l'élaboration des politiques gouvernementales en matière d'égalité de genre, dont la lutte contre la violence exercée par des proches, la traite des êtres humains, les rôles sexospécifiques et l'élimination des stéréotypes de genre, la ségrégation entre hommes et femmes dans le système éducatif et sur le marché du travail, l'intégration de la perspective de genre, les hommes et l'égalité de genre et les négociations internationales sur l'égalité de genre. Mme Appel est membre et membre du conseil d'administration de la commission permanente de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes et membre du bureau du comité exécutif du Conseil nordique des ministres sur l'égalité entre les femmes et les hommes ; elle est aussi représentante du Danemark auprès du Groupe de haut niveau de l'UE et de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, point de contact national sur l'égalité de genre auprès du Conseil de l'Europe, ainsi que vice-présidente de la Commission du Conseil de l'Europe pour l'égalité de genre.

Tallinn, 30 juin – 1^{er} juillet 2016
Biographies des intervenants



Salla Saastamoinen est directrice chargée de l'égalité à la Direction générale de la justice et des consommateurs de la Commission européenne depuis 2014. Son service élabore, met en œuvre et coordonne la politique de l'UE pour lutter contre les discriminations fondées sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle et agir en faveur de l'égalité. Il encourage la sensibilisation à l'égalité de genre et à la non-discrimination et coordonne l'élaboration des politiques concernant les Roms. Avant cela, Mme Saastamoinen dirigeait le Service des droits fondamentaux et des droits de l'enfant (2013-2014) et de la politique de justice civile (2007-2013)

au sein de la même direction générale. Elle est juriste diplômée de l'université d'Helsinki (Finlande). Mme Saastamoinen a fait partie du conseil d'administration de l'Agence des droits fondamentaux de 2013 à 2014 ; elle est membre du conseil d'administration de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes depuis 2014.



Lakshmi Puri (Inde) est Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes, responsable du Bureau d'appui intergouvernemental, Coordination du système et des partenariats stratégiques, et a été cheffe ad interim d'ONU Femmes de mars à août 2013. Elle a dirigé l'engagement d'ONU Femmes dans les principaux processus intergouvernementaux, tels que la Commission de la condition de la femme, y compris les résultats

marquants lors des 57e et 58e sessions, ainsi que la 59e session historique sur l'anniversaire des 20 ans de la déclaration et du programme d'action de Beijing, qui a abouti à une déclaration politique par laquelle les États membres se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour assurer les actions complètes, efficaces et accélérées pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Mme Puri a été à l'avant-garde du travail intergouvernemental d'ONU Femmes sur le développement durable, les changements climatiques, le financement du développement, de la santé, société de l'information, de la jeunesse, les migrations, les femmes, la paix et la sécurité, l'agenda urbain et l'action humanitaire. Elle était auparavant Directeur du Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et un directeur à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Avant de rejoindre l'ONU, Mme Puri a eu une brillante carrière de 28 ans au Ministère indien des Affaires étrangères.

Tallinn, 30 juin – 1^{er} juillet 2016

Biographies des intervenants



Joanna Maycock est secrétaire générale du Lobby européen des femmes (LEF) depuis mai 2014. Fondé en 2014, le LEF constitue une source d'expertise et d'expérience fiable sur les droits des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes ; il représente la diversité des mouvements de femmes à travers l'UE. Depuis qu'elle a rejoint le LEF en 2014, Mme Maycock mène des travaux avec ses membres pour définir une nouvelle vision stratégique dynamique pour le mouvement des femmes en Europe, renforcer cette vision commune et œuvrer à la construction d'une Europe féministe. Féministe depuis

toujours, Mme Maycock a plus de 20 ans d'expérience professionnelle à des postes de responsabilité dans la société civile européenne et internationale. Elle a conduit les travaux d'ActionAid International en Europe : développement et mise en œuvre de campagnes européennes sur l'efficacité de l'aide, les droits des femmes et la cohérence des politiques en matière de développement. Mme Maycock a également été présidente de CONCORD, la confédération européenne des ONG d'urgence et de développement. Elle a également œuvré au renforcement de la gouvernance organisationnelle du développement et de la société civile. Elle s'intéresse particulièrement à la théorie et à la mise en pratique du leadership féministe ; elle a créé un réseau de femmes responsables d'organisations de la société civile à Bruxelles et collabore avec d'autres pour développer un réseau mondial. @JoannaMaycock



Anne Nègre, docteure en droit, avocate et médiatrice, elle enseigne à la Faculté de droit Paris 1-Panthéon-Sorbonne. Elle a activement participé à la réforme constitutionnelle française sur la parité, à la modification du Traité de Lisbonne sur l'égalité entre les femmes et les hommes, à la place des femmes dans les board avec l'Union Européenne. Elle est présidente d'associations féminines, past dirigeante d'une OING ayant des fédérations ou associations dans 70 pays, GWI dont University Women of Europe est membre et a porté sa candidature comme Gender Expert de la Conférence des

OING en janvier 2015.

Tallinn, 30 juin – 1^{er} juillet 2016
Biographies des intervenants



Sergiy Kyslytsya est un diplomate de carrière au rang d'envoyé extraordinaire et plénipotentiaire de 1ère classe, est entré aux Affaires étrangères en 1992. Il a occupé divers postes diplomatiques en Ukraine, en Belgique et aux États-Unis, y compris chef des relations avec le Conseil de l'Europe; deuxième, premier secrétaire (politique), Ambassade d'Ukraine à Bruxelles, et la mission de l'Ukraine auprès de l'OTAN; point de contact pour l'UEO-Ukraine; Chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères; Ministre-conseiller, chef de mission adjoint, ambassade aux États-Unis. En 2006-2014 Sergiy Kyslytsya a occupé le poste de Directeur général de la Direction des organisations internationales au MAE de l'Ukraine. En mars 2014 il a été nommé vice-ministre des Affaires étrangères. De 2007-2011 Sergiy Kyslytsya fut membre du Comité directeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes (CDEG) du Conseil de l'Europe (CdE), ainsi que de son Bureau. En 2012, il a été élu à la Commission de l'égalité de genre et a été son vice-président en 2012-2013, et depuis juillet 2014 président. Sergiy Kyslytsya a un diplôme en droit international cum laude. Il parle ukrainien, anglais, russe et espagnol. Actuellement, il réside avec son fils, Ian, à Kiev (Ukraine).

Séance de clôture



Pauline Moreau a pris sa retraite en 2014 à l'issue d'une longue carrière dans la fonction publique irlandaise ; en plus de 40 ans, elle a occupé tout un éventail de postes dans différents ministères. En 2000, Mme Moreau est devenue directrice au ministère de la Justice et de l'Égalité dont elle a dirigé le service de l'égalité de genre à partir de 2005. A ce titre, elle a supervisé l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale irlandaise pour les femmes 2007-2016 et du programme en faveur de l'égalité de genre dans le cadre de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne en 2013. Mme Moreau a également représenté l'Irlande lors de nombreux forums internationaux sur les questions de genre et été représentante de l'Irlande auprès du Comité directeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes (CDEG) du Conseil de l'Europe et de son Bureau, puis de la Commission pour l'égalité de genre. Aujourd'hui retraitée, Mme Moreau demeure présidente à titre bénévole du conseil d'administration de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) à Vilnius et exerce occasionnellement comme consultante dans le domaine de l'égalité de genre.



Snežana Samardžić-Marković est, depuis 2012, Directrice générale de la démocratie au Conseil de l'Europe, et à ce titre, responsable de l'ensemble des activités que déploie l'Organisation pour renforcer la démocratie en termes d'innovation, de gouvernance, de participation et de diversité. Ses responsabilités englobent les domaines suivants : éducation et jeunesse, démocratie locale, politiques culturelles, assistance électorale, protection de la dignité humaine, égalité entre les femmes et les hommes, droits de l'enfant, droits des minorités, défenses sociétales contre la discrimination, citoyenneté démocratique, cohésion sociale, dialogue interculturel et réponses démocratiques aux situations de crise. Snežana a occupé auparavant divers postes au sein du Gouvernement serbe; elle a notamment été directrice adjointe chargée des pays voisins au sein du ministère des Affaires étrangères, ministre adjointe de la Défense (2005-2007) et coprésidente du groupe de réforme de la défense Serbie-Otan, membre du Conseil de fondation de l'AMA, ministre de la Jeunesse et des Sports (2007-2012) et Présidente du Fonds pour les jeunes talents.



Marina Kaljurand est ministre des Affaires étrangères de la République d'Estonie depuis le 16 juillet 2015. Elle n'est affiliée à aucun parti politique. De 2014 à 2015, Mme Kaljurand a occupé le poste de sous-secrétaire aux affaires juridiques et consulaires au ministère des Affaires étrangères, et avant cela celui de sous-secrétaire aux affaires politiques. Elle a représenté l'Estonie au sein du Groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU sur la cybersécurité. Entre 2011 et 2014, Mme Kaljurand a été ambassadrice de l'Estonie aux Etats-Unis et au Mexique, ainsi qu'au Canada de 2011 à 2013. De 2008 à 2011, elle a été sous-secrétaire aux relations économiques extérieures et à l'aide au développement au ministère des Affaires étrangères. De 2007 à 2011, Marina Kaljurand a une grande carrière diplomatique et a servi en tant qu'ambassadrice de l'Estonie au Kazakhstan, en Fédération de Russie et en Israël. Entre 2002 et 2005, elle a été sous-secrétaire aux affaires juridiques et consulaires et conseillère juridique au ministère des Affaires étrangères. De 1999 à 2001, elle a été directrice générale du Service juridique du ministère et de 1996 à 1999 conseillère à l'ambassade de l'Estonie à Helsinki. De 1991 à 1996, Mme Kaljurand a été directrice de la Division des traités internationaux au ministère estonien des Affaires étrangères et troisième secrétaire du Service de la presse et de l'information en 1991. Entre 1986 et 1991, elle a enseigné le droit à l'Ecole technique d'économie de Tallinn. Mme Kaljurand détient un master en droit de l'université de Tartu. Elle a également étudié à l'Ecole estonienne de diplomatie et possède un master en droit international et diplomatie de la faculté Fletcher de droit et de diplomatie de l'université Tufts.